

# COVID-19 : PREMIER BILAN DE LA CRISE SANITAIRE SUR L'ACTIVITE DES TRAVAUX PUBLICS

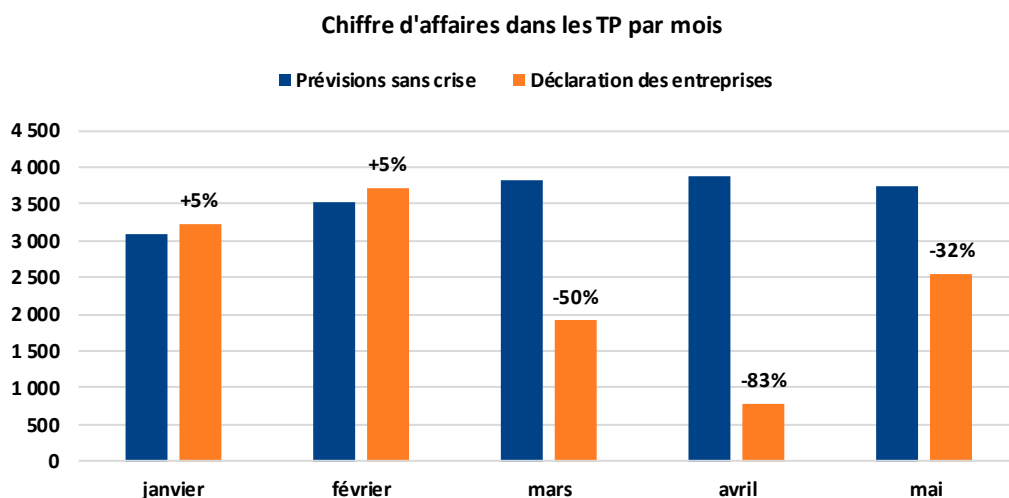
**L**a crise sanitaire liée au Covid-19 a fortement impacté l'activité des entreprises de Travaux Publics. Au bilan, une chute de l'activité d'environ 50% sur les trois mois de confinement et un niveau de reprise d'activité à fin mai encore timide. Les entreprises ont dû faire face à de multiples problématiques qui ont évolué tout au long de cette période, passant des difficultés de mise en place des mesures sanitaires en début de crise, aux difficultés avec les maîtres d'ouvrage à fin mai.

Méthodologie : L'ensemble des résultats présentés dans cette note ont été construits à partir des enquêtes Flash menées par la FNTP tout au long de la crise. Les résultats détaillés et la méthodologie de l'enquête sont disponibles sur le site de la FNTP dans le [Dossier Coronavirus et entreprises de TP](#).

## Crise sanitaire : un choc pour l'activité des Travaux Publics

Dès le début du confinement (16 mars), l'activité du secteur des Travaux Publics a subi un choc majeur. L'arrêt des chantiers et plus largement d'une grande partie de l'activité économique (approvisionnements, transports, maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvres, confinement des salariés) a paralysé le secteur. Ainsi, à fin mars, environ 80% des entreprises étaient à l'arrêt complet. A fin avril, cette proportion est restée élevée avec plus de deux tiers des entreprises encore à l'arrêt. Depuis cette phase critique, l'activité du secteur connaît une certaine reprise, mais reste à un niveau très faible à la fin du mois de mai. Cette période de confinement (jusqu'au 11 mai), et la reprise sous protocole sanitaire, se sont ainsi traduites par des chutes d'activité très importantes avec des baisses de 50% en mars, 83% en avril et encore 32% en mai. Au global, sur ces trois mois de crise sanitaire, la perte d'activité est estimée à plus de 50%.

### Graphique 1 : Evolutions mensuelles d'activité depuis le début de l'année



Sources : Enquêtes Flash FNTP et données brutes EMBTP

Des disparités territoriales sont apparues pendant cette période. Par rapport aux moyennes nationales, les régions Bretagne, Centre-Val-de-Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur ont ainsi enregistré une moindre baisse de chiffre d'affaires sur les trois mois de la crise sanitaire. Les régions Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté et Normandie ont en revanche été très marquées en début de crise, mais avec un redémarrage plus précoce, dès le mois d'avril, et plus prononcé qu'en moyenne nationale. Enfin, les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie mais surtout l'Île-de-France ont enregistré de fortes baisses et ont peiné à redémarrer avec des niveaux globaux de chiffre d'affaires par rapport à la « normale » plus faibles que la moyenne nationale en avril et mai.

**Tableau 1 : Evolution du chiffre d'affaires par rapport à la « normale » par région**

	mars	avril	mai
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	48%	15%	68%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	42%	28%	74%
BRETAGNE	57%	26%	76%
CENTRE-VAL DE LOIRE	56%	27%	69%
GRAND EST	48%	22%	78%
HAUTS-DE-FRANCE	47%	18%	62%
ILE-DE-FRANCE	53%	10%	65%
NORMANDIE	44%	21%	72%
NOUVELLE-AQUITAINE	45%	17%	68%
OCCITANIE	43%	17%	68%
PAYS DE LA LOIRE	49%	17%	75%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	58%	26%	72%
FRANCE ENTÈRE	50%	17%	68%

Sources : Enquêtes Flash FNTP

Les disparités par métier sont d'un moindre niveau, mais les secteurs des voies ferrées, des ouvrages d'art et génie civil, et des travaux électriques ont eu plus de difficulté à se redresser au mois de mai, avec des niveaux de chiffre d'affaires par rapport à la « normale » de respectivement 50%, 58% et 63%. A l'inverse, les travaux routiers et aéroportuaires, en forte difficulté en début de crise, enregistrent un niveau de chiffre d'affaires de près de 80% par rapport à la « normale » au mois de mai. Le secteur des terrassements, travaux souterrains, fondations et travaux maritimes s'est démarqué avec des niveaux de chiffre d'affaires par rapport à la « normale » supérieurs aux moyennes nationales enregistrées sur les trois mois (53% en mars, 23% en avril et 69% en mai).

**Tableau 2 : Evolution du chiffre d'affaires par rapport à la « normale » par métier**

	mars	avril	mai
CANALISATIONS ET AUTRES TRAVAUX DE LA FILIÈRE EAU	52%	15%	67%
TRAVAUX ROUTIERS ET AÉROPORTUAIRES	46%	16%	79%
TRAVAUX ÉLECTRIQUES	57%	23%	63%
OUVRAGES D'ART / GÉNIE CIVIL	53%	18%	58%
TERRASSEMENTS, SOUTERRAINS, FONDATIONS ET MARITIMES	53%	23%	69%
VOIES FERRÉES	41%	15%	50%
ENSEMBLE DES MÉTIERS	50%	17%	68%

Sources : Enquêtes Flash FNTP

Par taille d'entreprises, le bilan des trois mois de crise sanitaire est mitigé, mais la reprise est plus engagée pour les moyennes et grandes entreprises, de plus de 250 salariés, avec des niveaux de chiffre d'affaires par rapport à la « normale » supérieurs à la moyenne nationale au mois de mai (69% pour les entreprises de 251 salariés à 1 000 salariés, et 72% pour les entreprises de plus de 1 000 salariés).

**Tableau 3 : Evolution du chiffre d'affaires par rapport à la « normale » selon la taille des entreprises**

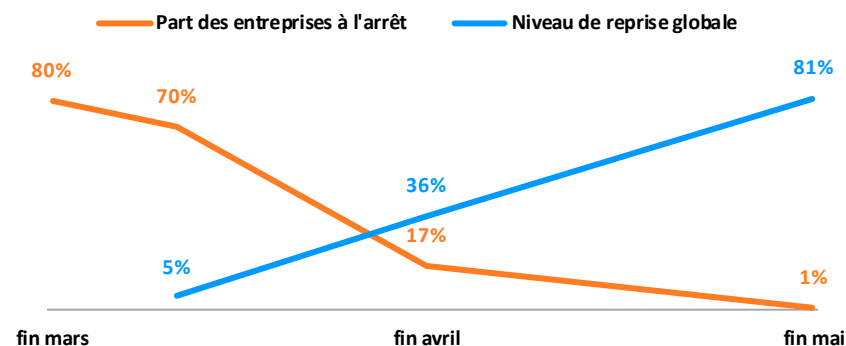
	mars	avril	mai
1 à 10 salariés	47%	32%	65%
11 à 50 salariés	50%	17%	64%
51 à 250 salariés	49%	19%	65%
251 à 1 000 salariés	54%	15%	69%
Plus de 1000 salariés	49%	16%	72%
<b>ENSEMBLE DES ENTREPRISES</b>	<b>50%</b>	<b>17%</b>	<b>68%</b>

Sources : Enquêtes Flash FNTF

## Une reprise au mois de mai, mais l'activité reste en-deçà de son niveau « normal »

A la fin du mois de mai, la reprise de l'activité est une réalité pour la quasi-totalité des entreprises : seulement 1% des entreprises se déclarent encore à l'arrêt. Le nombre d'entreprises en cours de reprise d'activité a fortement évolué au cours du mois d'avril grâce notamment à la mise en place du [guide de l'OPPBTP](#), passant de 30% à mi-avril à 83% à fin avril.

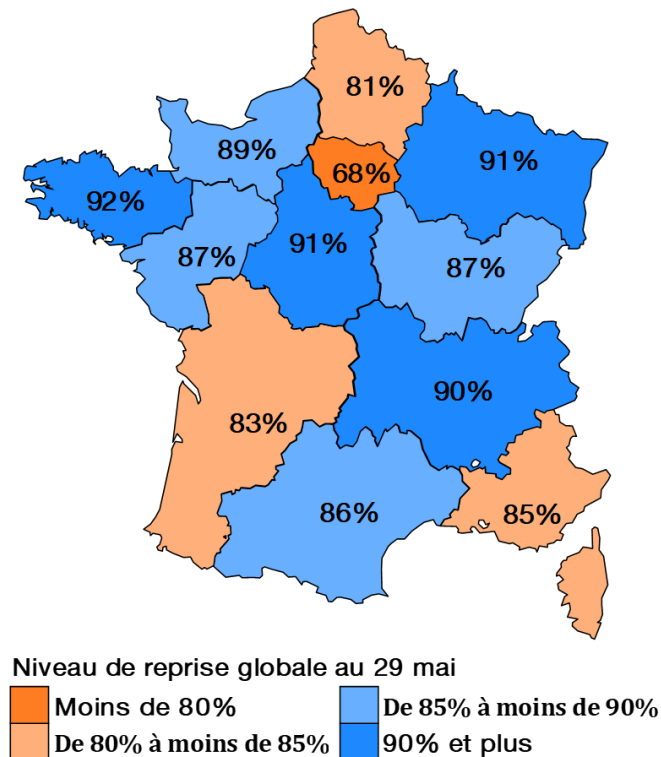
Cependant l'activité de ces entreprises n'a pas retrouvé son niveau normal : à mi-avril, 87% des entreprises en activité estimaient être à moins de 80% de leur rythme normal, à fin avril elles étaient 78%, puis 26% à fin mai. Ainsi, le niveau global de l'activité ne s'élevait qu'à 5% à mi-avril, puis à 36% à fin avril et enfin à 81% à fin mai.

**Graphique 2 : Evolution du nombre d'entreprises à l'arrêt et du niveau de reprise globale pendant la crise sanitaire**


Sources : Enquêtes Flash FNTF

Fin mai, l'Île-de-France reste en retard dans ce redémarrage, enregistrant un niveau de reprise de seulement 68%, avec encore 40% d'entreprises qui estiment ce niveau à moins de 80%. Pour l'ensemble des autres régions, le niveau d'activité est estimé à plus de 80%. Les régions Bretagne, Grand-Est et Centre-Val de Loire sont les plus avancées avec plus de 90% à fin mai.

### Graphique 3 : Niveau de reprise globale par région



Sources : Enquêtes Flash FNTF

La situation à fin mai des petites entreprises est plus complexe que celle des grandes entreprises. Les entreprises de 50 salariés ou moins notifient en effet un niveau de reprise de 65% seulement, contre plus de 80% pour les entreprises de plus de 50 salariés (et notamment pour les très grandes entreprises de plus de 1 000 salariés pour qui ce niveau est estimé à 86%).

## Des freins et difficultés multiples et en évolution tout au long de la crise

Les freins et difficultés rencontrées par les entreprises ont été multiples et évolutifs tout au long de la crise sanitaire. Après le sujet de l'approvisionnement en masques en début de période l'inquiétude des chefs d'entreprises porte désormais sur la faiblesse de la commande publique.

En début de crise, les raisons principales invoquées pour la non reprise de l'activité portaient principalement sur :

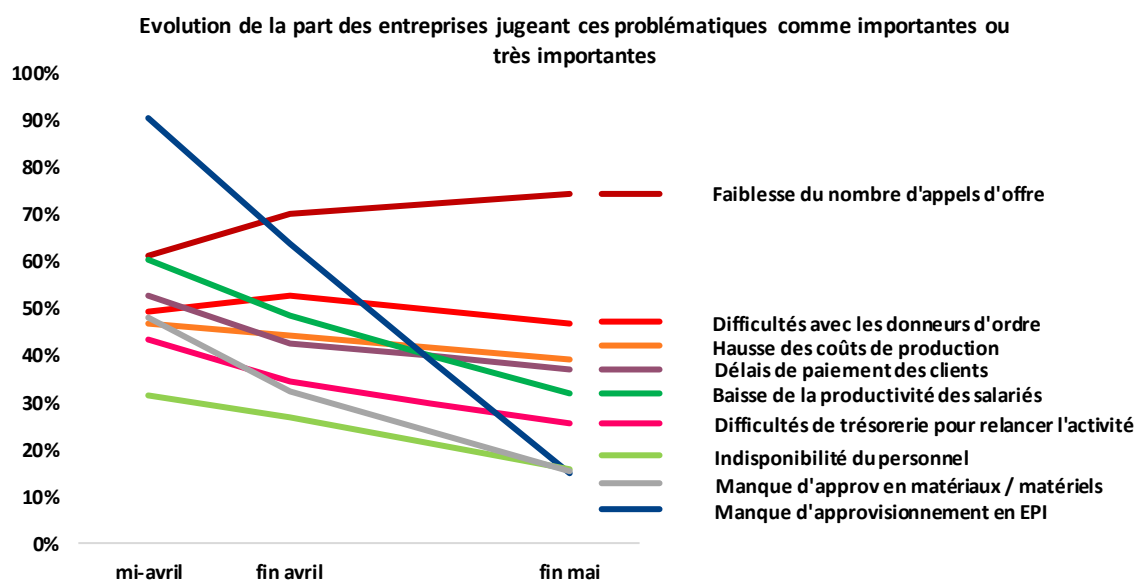
- l'indisponibilité des salariés (pour cause de confinement, de congés maladie, ou encore de congés pour garde d'enfant principalement),
- l'impossibilité de mettre en œuvre les mesures barrières préconisées sur les chantiers – mi-avril, le manque d'approvisionnement en équipements de protection individuelle (EPI) était un sujet majeur pour 90% des entreprises,
- le manque d'approvisionnement en matériaux et matériels, les sites de production et de distribution ainsi que les grossistes étant aussi à l'arrêt - fin mars, 89% des entreprises étaient ainsi contraintes par l'approvisionnement en matériaux / matériels,
- et la commande publique fortement dégradée - fin avril, la faiblesse du nombre d'appels d'offre était un sujet majeur pour plus de deux tiers des entreprises.

En fin de crise sanitaire, à fin mai, l'inquiétude générale des entreprises porte désormais sur la faiblesse du nombre d'appels d'offre avec 74% des entreprises qui jugent ce problème comme important ou très important.

En revanche, avec le déconfinement et la reprise de l'activité de toute la filière (matériaux notamment), d'autres problématiques commencent à se résorber : seulement 15% des entreprises considèrent le sujet des approvisionnements encore comme important ou très important. Les difficultés concernant la baisse de la productivité des salariés et les difficultés de trésorerie se desserrent aussi légèrement même si encore environ un tiers des entreprises les considèrent comme importantes ou très importantes.

D'autres thèmes paraissent plus durables et restent à surveiller pendant la période de redémarrage : les sujets des délais de paiement et de la hausse des coûts de production demeurent importants ou très importants pour près de 40% des entreprises.

### Graphique 4 : Evolution des problématiques des entreprises



Sources : Enquêtes Flash FNTF

La reprise de l'activité du secteur ne pourra se faire sans un redémarrage de la commande publique qui depuis la fin du confinement reste à des niveaux encore trop faibles<sup>1</sup>.

Les entreprises prévoient une montée en puissance de l'activité pendant l'été, mais à des niveaux bien en-deçà des prévisions antérieures à la crise. Le rattrapage de la perte d'activité subie au premier semestre de l'année paraît impossible, et l'activité serait réduite de 15% à 20% par rapport aux estimations du début d'année<sup>2</sup>. Il est donc essentiel que la commande publique se relève et que l'Etat soutienne massivement le secteur via un plan de relance économique pour développer l'investissement en infrastructures<sup>3</sup>.

**Mathilde MENANTEAU**  
[menanteaum@fntp.fr](mailto:menanteaum@fntp.fr)  
 Tel : 01-44-13-32-02

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur la commande publique, consultez le Dossier Economique « FAIBLESSE DE LA COMMANDE PUBLIQUE : les entreprises de TP s'inquiètent »

<sup>2</sup> Un travail de prospectives est disponible dans le Dossier Economique « CRISE DU COVID-19 : des perspectives 2020 en fort recul »

<sup>3</sup> Pour plus d'informations sur la relance, consultez le Dossier Economique « Quelle place pour les Infrastructures dans la relance verte ? »